

LE RETRAIT unilatéral de Gaza

Les marges de la démocratie israélienne

Richard Darmon

Journaliste à l'hebdomadaire

Maintenant, puis au *Monde-*

Dimanche, à *Libération*, à *Valeurs*

actuelles et à *Tribune Juive*, Richard

Darmon est le co-fondateur en 1990

de l'Édition hebdomadaire

internationale en français du

Jerusalem Post dont il a été le

rédacteur en chef jusqu'en 1996.

Depuis, il est le correspondant en

Israël de plusieurs titres de la

presse juive européenne.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le débat public et la gestion politique du démantèlement des 21 localités juives de Gaza et de 4 autres du nord de la Samarie de l'été 2005, menés par les différentes institutions et échelons de la démocratie israélienne, ont témoigné de défaillances malgré l'apparente réussite « diplomatique » de ce véritable tournant dans le conflit israélo-palestinien. Lequel a été ressenti comme un véritable « viol » par une partie de la population israélienne : à la fois dans sa phase de préparation et dans son exécution, mais aussi dans la période d'après le retrait, marquée par une totale négligence – voire une scandaleuse indifférence – pour le sort de ces familles expulsées de chez elles au nom d'une « raison d'Etat », souvent aux relents de règlement de compte intérieur... Au plan formel, il ne fait pas de doute que la décision d'appliquer le plan de retrait a été « démocratiquement » prise par une nette majorité de ministres du gouvernement Sharon, puis par une majorité de députés de la Knesset de telle sorte que contester le démantèlement revenait, aux yeux de nombre de politiciens et des médias officiels, à vouloir « remettre en cause de manière séditeuse une décision démocratiquement arrêtée ». Il faut revenir justement – avec toutes les précautions d'usage – sur le mode de décision concernant cette mesure sans précédent dans l'histoire des Etats démocratiques : l'évacuation forcée et unilaté-

rale, par les forces armées d'un Etat, de ses propres ressortissants nationaux habitant des territoires frontaliers « disputés » par un pays ou une puissance ennemie voisine, mais sans nul accord de paix bilatéral ni compromis passés avec cette puissance pour mettre fin à l'état de belligérance...

L'absence d'explication du retournement politique

Mis à part son « discours d'Herzliya », prononcé en décembre 2003 au dîner de clôture d'une conférence géostratégique, dans lequel il a lancé et défini – en termes d'ailleurs très généraux – son plan de « retrait unilatéral » justifié par « l'absence de partenaires palestiniens de paix », en affirmant, sans démonstration, que « la scène internationale a horreur du vide », A. Sharon n'a pour ainsi dire jamais expliqué à ses concitoyens les raisons profondes qui l'ont amené à décider de l'évacuation de ces vingt cinq localités juives, alors qu'il était déjà admis que Tsahal avait bel et bien défait sur le terrain les terroristes de la deuxième Intifada, remportant ainsi la première victoire du genre dans un « conflit asymétrique à basse intensité », opposant un Etat constitué à des groupes armés à l'idéologie destructrice et prêts à tout pour arriver à leurs fins.

S'il est une constante dans la période préalable au retrait, c'est bien ce lourd silence de Sharon sur ses objectifs : ainsi, n'a-t-il rien dit de substantiel lors de ses diverses interventions devant la Knesset, ni dans ses rapports successifs – souvent exclusivement techniques – auprès des membres du cabinet, et encore moins lors des rares interviews qu'il a bien voulu accorder à la presse israélienne et internationale depuis deux ans.

Ce « mutisme » a été pointé de manière flagrante dans une interview-fleuve donnée par Sharon à deux journalistes anglophones du quotidien *The Jerusalem Post* publiée le 22 avril 2005. A la question insistante posée par ses interlocuteurs censés offrir ainsi une nouvelle chance au Premier ministre pour s'expliquer sur son plan (« *Les leaders des résidents juifs de Judée-Samarie-Gaza (Yésha) maintiennent que vous ne leur avez jamais expliqué de manière satisfaisante les avantages nationaux que tirera Israël du démantèlement. Ils ne sont pas persuadés de l'existence de tels avantages... Peut-être avez-vous quelque chose d'autre à dire pour les convaincre et les rassurer ?* »), Sharon répond en termes polémiques et en éludant toute précision : « *Il faut faire la part des choses. D'abord, j'ai déjà expliqué ces avantages de nombreuses fois. Quant au fait qu'ils ne sont pas 'convaincus', je vais vous dire pourquoi : c'est tout simplement parce qu'ils ne veulent pas quitter Gaza...* ».¹

Il fallut attendre de 15 août au soir – vingt quatre heures avant le début des expulsions par la force au Goush-Katif – pour l’entendre s’adresser lapidairement aux Israéliens sur un ton dramatique, dans une très courte allocution télévisée, en disant ceci : « *Ce n’est pas un secret que, comme de nombreux autres de nos concitoyens, j’ai moi-même cru et espéré que nous pourrions rester à Netzarim et à Kfar-Darom pour toujours. Toutefois, les réalités ont changé dans ce pays, dans cette région et dans le monde entier – ce qui nous impose une réévaluation et un changement de nos positions. (...) Le plan de désengagement, que j’ai annoncé voilà presque deux ans, constitue la réponse d’Israël à ces réalités. Ce plan est bon pour Israël dans tous les scénarios envisageables...* ».

La marche « à la hussarde » face aux obstacles politiques et publics

Il y eût pire encore que cette absence de sens de type tautologique. Après s’être débarrassé l’un après l’autre – tout simplement en les limogeant – de ses ministres de droite récalcitrants (y compris ceux de son propre parti, le Likoud) qui lui rappelaient ses promesses électorales explicites ², le chef du gouvernement a continué sa marche « à la hussarde » pour imposer coûte que coûte le plan de retrait en violant délibérément les règles les plus élémentaires de démocratie interne propre à sa formation : alors qu’il avait lui-même consenti à la tenue d’un référendum interne au Likoud pour arrêter la politique de son parti, il n’a tout simplement pas tenu compte de son résultat négatif ! Il est vrai que l’avis majoritaire exprimé par les adhérents du Likoud était fort gênant pour lui, puisque plus de 60 % avaient repoussé ce programme de démantèlement lors d’un scrutin démocratique interne, organisé dans tout le pays en mai 2004...

Une « leçon » qui fut interprétée à sa manière par Sharon, lequel devait ensuite systématiquement refuser – malgré les appels pressants lancés au sein du Likoud et dans toute la droite – d’organiser un « référendum national » qui aurait pu sonder l’opinion réelle de tous les électeurs du pays sur le plan de retrait, en donnant justement une légitimité sans faille à leur décision souveraine, quelle qu’elle fût !

Pire encore : constatant que la coalition de son premier gouvernement de centre-droite « homogène » établi en mars 2001 s’affaiblissait après le départ de l’Union nationale et du Parti national-religieux, et tandis qu’une véritable fronde se levait au sein de son parti, Sharon – dans un style que certains journalistes un peu pressés ont comparé à celui du « Bonaparte » De Gaulle dans l’affaire algérienne – s’est alors carrément tourné vers la gauche travailliste diri-

gée par Peres pour lui proposer de former une nouvelle « coalition d'union » avec pour seul et unique objectif l'application du plan de retrait...

Discrédités auprès de l'opinion publique après le triple échec de Barak au sommet de Camp David face à Arafat, puis par les défaites du même Barak et de Mitzna face à Sharon, les travaillistes, alors en perte de vitesse, se sont empressés d'accepter cette proposition pour sauver leur position avant que leur parti n'éclate ou ne s'étiolle définitivement : l'alliance de l'ex-général Sharon³ avec la gauche pacifiste et cosmopolite était scellée bien avant même les développements politiques spectaculaires de l'automne 2005...

On comprend la stupéfaction des 63 % d'électeurs du pays qui avaient plébiscité Sharon en 2001 non pour opérer un quelconque « retrait » – territorial ou diplomatique – face aux convulsions sans cesse plus meurtrières de la violence palestinienne, mais bel et bien sur son programme de riposte « dure » au terrorisme palestinien... Idem avec la véritable « prise à revers » effectuée par Sharon sur une bonne partie des 40 députés Likoud qui furent ensuite élus aux législatives de 2003 sur la même plate-forme excluant toute concession unilatérale au profit du terrorisme ! Mis brusquement devant le « fait accompli » sans qu'aucun débat de fond n'ait été jamais mené dans les instances du Likoud sur la nouvelle stratégie régionale du Premier ministre, ils se sont retrouvés eux aussi dépités par ce total revirement d'un Sharon allant gouverner fin 2004 avec l'appoint parlementaire de 20 députés de la gauche et des 10 députés des partis arabes...

Le tout pour neutraliser l'opposition croissante au plan de retrait qui se structurait – et pour cause face à de telles méthodes ! – dans les rangs mêmes du Likoud où une quinzaine de députés (sur 40 en tout siégeant alors à la Knesset) ont eu le courage de ne pas accepter son diktat ni sa manière d'agir consistant à « imposer des faits » et des revirements fulgurants jamais formulés ni discutés de manière collégiale...

L'invocation a contrario de l'argument de la démocratie

Venu le 14 août 2005 à la base de Kissoufim – la plus grande concentration militaire située à l'entrée du Goush-Katif – pour remercier les soldats de Tsahal d'être là... et de se préparer à appliquer sur le terrain les décisions du gouvernement et de la Knesset en procédant aux évacuations de villages juifs qui allaient suivre, le vice-Premier ministre travailliste Shimon Peres a eu ces mots étonnants : « *En mon nom aussi bien qu'au nom des pères, des mères et des enfants de tout*

Israël, je suis venu vous dire merci. L'Etat d'Israël étant une démocratie, la loyauté envers le pays doit être placée au-dessus de tout, sans lien avec les opinions personnelles de chacun. De la même manière que vous avez mis vos vies en danger pour défendre les localités de Gaza et de Judée-Samarie, vous allez aujourd'hui assumer une importante mission en défendant la démocratie israélienne et l'avenir même de notre Etat. Si la force l'emportait – et non le choix déjà fait par le pays – Israël cesserait d'exister... ».

Voilà donc un des plus hauts et vénérables responsables de l'échelon politique du pays qui s'adresse aux soldats de Tsahal – en grande majorité de jeunes conscrits de cette armée restée populaire malgré son grand professionnalisme – pour les exhorter à faire appliquer avec résolution et sans faille la « décision majoritaire » prise par les instances dirigeantes d'Israël concernant le démantèlement. Et ce pour « défendre la démocratie israélienne » en faisant légitimement prévaloir « le choix déjà fait par le pays » sur « la force » – bien entendu celle (toute hypothétique) que risquaient de déclencher les seuls opposants au retrait...

Exprimés dans le langage surcodé et très idéologiquement « marqué », voire partisan, de l'un des plus anciens vétérans de la gauche et de la politique israéliennes, ces propos ambigus méritent ample réflexion : si Peres parlait de la nécessité de « défendre la démocratie », c'est aussi qu'il la pressentait – à tort ! – en danger en craignant que des centaines, voire des milliers de soldats ne répondent à l'appel lancé par certains rabbins du camp sioniste-religieux en refusant les ordres d'évacuation ! Ce qui n'arriva pas, une trentaine de conscrits seulement ayant refusé d'obtempérer...

Mais en fait d'où vient vraiment ce « danger » qu'évoquait à sa manière Peres ?

Les « réelles menaces » pesant sur la démocratie israélienne

Les faits relevés avant ce discours montrent que ces menaces bien réelles minant la démocratie israélienne n'émanent pas, comme Peres l'a sous-entendu, des centaines de milliers de citoyens arborant la couleur orange. Ceux-ci s'étaient organisés, comme ils ont pu, en dehors des grands partis politiques existants pour lutter pacifiquement contre la politique de démantèlement qu'ils estimaient dangereuse pour la sécurité et l'avenir du pays. Ce fut ensuite amplement confirmé par l'incroyable retenue – voire la pudeur – non seulement du « public orange » qui a renoncé à s'introduire par la force dans le Goush-Katif, bouclé alors par une véritable muraille de policiers et de soldats, mais surtout de la part des évacués eux-mêmes qui

ont finalement quitté leurs maisons la mort dans l'âme sans opposer de violence à leurs « frères soldats » souvent enlacés par eux lors de scènes pathétiques...

Il y a d'autres menaces, bien plus fondamentales qui pèsent sur la société israélienne et qui relèvent de son mode de fonctionnement interne, pourtant communément admis par la plupart des acteurs politiques – à savoir par une bonne partie de l'establishment de droite comme de gauche – qui en tirent profit tous ensemble.

En premier lieu, il faut mentionner le jeu pernicieux des « lobbies » partisans, représentant un « secteur » limité, professionnel ou religieux, de la population, qui grippent la démocratie parlementaire en vendant (littéralement) très cher leur soutien *in extremis*, opportuniste et toujours temporaire, à telle ou telle coalition pour lui permettre d'être enfin majoritaire à quelques sièges près dans une Knesset d'à peine 120 députés qui, après chaque élection législative, se retrouve parcellisée – voire pulvérisée – entre une quinzaine au moins de partis différents.

Au Likoud comme chez les travaillistes et, à une moindre échelle, dans les autres petits partis, la pratique des pots-de-vin, « avancements » et autres nominations d'amis politiques (souvent incompetents) à des postes-clés est de plus en plus courante, notamment lors du moment décisif des « primaires » organisées par les diverses formations pour élire leurs directions.

Des revirements à 180 degrés sont souvent brusquement imposés par les hauts-responsables des appareils politiques à leurs propres bases militantes. Elles prennent à revers – pour telle ou telle raison de « circonstance » – des décisions internes opposées, adoptées par des centaines des milliers d'adhérents, voire trahissent des promesses électorales, pourtant très claires, faites à des millions de votants. Nocive est la totale déconnection qui se produit alors entre la masse passive des électeurs et les députés qu'ils élisent en fonction du système suranné et hyper-partisan du « scrutin de liste à la proportionnelle intégrale ». Chaque parlementaire y est désigné en fonction de sa place sur la liste de son parti dans la seule et unique circonscription de tout le territoire d'Israël et n'a dès lors plus aucun compte à rendre à ses élus anonymes. D'autant que la désignation à un rang précis des candidat de chaque parti à la députation se fait en fonction de leurs mérites en terme de « politique politicienne » et non relativement à leur capacité à activer le lien démocratique avec les citoyens qu'ils sont censés « représenter »....

La dramatique multiplication quasi-exponentielle des affaires de corruption proliférant au plus haut niveau des décideurs de l'Etat

– ministres et chefs du gouvernement compris – découle directement de ce type de fonctionnement, qui mine profondément, avec tous les risques afférents d'« usure du politique », la confiance des citoyens en leurs politiciens de tous bords. Cette « usure » peut être comparée – sur certains plans seulement – à celle que connut la IV^e République française finissante qui multipliait les gouvernements instables et fragiles dans un climat délétère de pressions de couloirs, de scandales politico-financiers tous azimuts et de minis « coups-de-force » de telles ou telles factions partisanses, se combinant et se neutralisant pour exercer un temps leur contrôle sur le pouvoir...

Mais le pire, c'est qu'en prétendant vouloir sortir de ces impasses, Arik Sharon a initié en novembre dernier un nouveau parti « presse-bouton » soutenu par douze ministres et vice-ministres du Likoud (qui entendaient ainsi le rester...) rejoints par une brochette d'arrivistes politiques de tous bords pensant jouer le « ticket-gagnant » et qui se sont donc aussitôt placés sous sa gouverne. Une formation « centriste » qui veut justement promouvoir – contre « *la dictature des partis* » – l'instauration en Israël d'un régime présidentiel et dont la genèse ultra-rapide augure en fait d'une mutation plutôt inquiétante sur l'échiquier politique du pays qui va sans doute s'amplifier à l'avenir : l'apparition de partis politiques « jettables après usage » et capables de se former, de se coaliser et... de disparaître telles de vulgaires firmes commerciales.

L'influence des médias « politiquement corrects »

Alors que le niveau d'éducation socio-politique moyen des Israéliens est dramatiquement bas (au point que 70 % d'entre eux – d'après un sondage effectué pendant l'été du retrait – ne savaient localiser le Goush-Katif sur une carte de la région), on a assisté pendant les mois précédant le retrait à une véritable « conjuration médiatique » contre les *mitnahalim* (mot-à-mot : « les pionniers », terme devenu dans cette presse l'équivalent hébraïque du mot « colons », lui-même déjà si connoté dans le vocabulaire des journalistes européens). Ainsi, la plupart des reportages écrits ou télévisés des grands médias privilégiait sans cesse la mise en avant de quelques extrémistes anti-retrait se déclarant « prêts à tout » pour empêcher le démantèlement et systématiquement montrés du droigt en tant que « dangers publics », exactement comme dans une véritable « chasse aux sorcières ».

Ce fut autant d'insinuations sur une « *probable guerre civile* » et de montages « politiquement corrects » qui furent ensuite démentis par

le déroulement non-violent des expulsions d'août 2005 réalisées sans qu'aucune goutte de sang juif ne soit versé... Cela n'empêcha pas pourtant certains médias vindicatifs de déclarer « en direct » que le petit monôme et la résistance symboliques organisés par une poignée de jeunes résidents de Kfar Darom (Gaza) et de Homech (Samarie) à coup de pots-de-peinture et de neige carbonique – et ce au paroxysme des évacuations – constituaient des « violences inadmissibles et passibles de la justice »... Un refrain aussitôt repris en chœur par certains chefs des forces de sécurité qui n'en demandaient pas tant !

Or à la même période – pendant, puis après le retrait –, les mêmes médias faisaient passer au second plan la méfiance souvent exprimée par de hauts-responsables de l'establishment sécuritaire sur les risques de déclenchement d'une « troisième Intifada » palestinienne, non seulement contre les villes israéliennes très mal défendues du Néguev, mais aussi en Judée-Samarie, cette fois à coups de roquettes-Kassam contre les grandes agglomérations israéliennes de la bande cotière si peu éloignées de la Ligne verte et des segments déjà constitués de la barrière de sécurité... Les chiffres publiés à la fin du dernier automne par les Services de renseignements le confirment. Ils ont fait état, comme aux plus mauvais jours de la deuxième Intifada, de pas moins de « 15 avis d'attentats par jour » la plupart du temps heureusement déjoués.

Une exception à cette constance, « oublieuse » des futurs affrontements en gestation, fut faite : une interview réalisée en juin dernier par le grand quotidien de gauche *Haaretz* du chef d'état-major « sortant »⁴ de Tsahal, le général Moshé Yaalon (*voir des extraits dans notre encadré*).

On assista parallèlement dans certaines colonnes de la presse quotidienne à de véritables « règlements de compte » socio-politiques, notamment quand certains éditorialistes et analystes de la gauche bien-pensante se livrèrent à une longue série d'attaques frontales visant à mettre les résidents juifs de Gaza et de Judée-Samarie au banc de la nation comme s'ils n'étaient, depuis les années 70, que de véritables « empêcheurs de tourner en rond », alors qu'ils furent envoyés dans ces régions par tous les gouvernements israéliens successifs, à commencer par les travaillistes.

Les plus perfides de ces attaques consistèrent à exiger du gouvernement – dès avant le retrait – que les populations des différentes localités juives démantelées ne soient surtout pas reclassées ensemble, même dans les différents villages provisoires de caravanes ou de « caravillas » éparpillés au sud du pays... L'objectif était d'« en

terminer enfin » avec ce secteur politiquement gênant de la population en saisissant l'occasion du retrait afin de véritablement « briser » la cohérence identitaire forte et l'idéologie sioniste-religieuse flamboyante de toutes ces communautés...

Un autre fait a surpris certains observateurs des médias israéliens, même les plus habitués à leur mode de fonctionnement : le brusque et dramatique revirement des chaînes de télé (plus que des journaux) opéré au moment même des évacuations pour « traiter sur le vif » les scènes pathétiques de « l'infinie patience des soldats » et du « désespoir parfois rageur des évacués »... Alors que ces médias avaient passé des mois à « charger » et à dénoncer ces habitants du Goush-Katif, la plus grande opération militaire réalisée par Tsahal depuis la guerre du Liban de 1982 leur donnait l'occasion de faire un « switch » hors du commun – pas seulement pour rechercher de meilleurs ratings. Ils passèrent ainsi de la sinistre mise au banc d'une catégorie donnée d'Israéliens « légitimement détestés »... à une sorte de compassion médiatique d'autant plus suspecte que le démantèlement semblait justement sonner à leurs yeux – et « face à l'Histoire », comme on l'entendit sans cesse – le glas de ces communautés. Le contraste était saisissant. Tout au long d'une retransmission quasi permanente de ce qui se passait dans le Goush-Katif, revenait une bande-annonce, préparée auparavant, au ton spectaculairement dramatique, annonçant quasiment la guerre civile, une annonce qui tranchait piteusement avec ce qui se passait sur le terrain.

Le danger d'une « pensée unique »

Sur le plan des principes, il y a lieu de s'interroger sur les effets pervers, pour la démocratie israélienne, de cette absence *de facto* – malgré le grand nombre de journaux, de chaînes-télé et de sites Internet diffusés sur tout le marché israélien de l'information – de médias vraiment indépendants, n'adhérant pas aveuglement à l'idéologie post-moderniste et pacifiste dominante. La plupart des journalistes du pays reproduisent « naturellement », voire sociologiquement les modes de pensée de la gauche occidentale. Or n'est-ce pas là une inquiétude de plus – et des plus sérieuses – pour la santé démocratique et morale d'un pays qui risque de verser, derrière le rideau de fumée de la libre prolifération de ses médias privés, dans la « pensée unique consensuelle ».

Le discours médiatique majoritaire et « politiquement correct » du paysage audio-visuel israélien est ainsi resté terriblement silencieux sur le sort peu enviable de la plupart des 1 900 familles expulsées en

août 2005. Quatre mois après le démantèlement, 75 % des adultes de cette population sont pourtant au chômage forcé. Aucun agriculteur n'a reçu de nouvelles terres pour continuer à travailler, en compensation de celles dont l'Etat l'a brutalement expulsé. 35 % de ces 10 000 personnes vivent encore dans des conditions transitoires très précaires (hôtels ou villages de tentes) ! Certains de leurs enfants souffrent à présent de dépression, voire de troubles mentaux, quelques uns s'adonnant à l'alcoolisme et même à la drogue – un phénomène inconnu jusque-là...

Plus généralement, il y a lieu de s'interroger sur le fait que l'Etat – qui était censé avoir planifié l'évacuation mais aussi la reconversion à tous les niveaux de ces familles – a en fait transformé une population entière de ses citoyens productifs (auparavant actifs et bien insérés dans les divers circuits socio-économiques du pays) en un groupe de chômeurs, souvent sans domiciles fixes et en voie de se marginaliser... Comme si cela ne suffisait pas, les banques et les institutions financières – souvent liées à l'Etat – prélèvent par anticipation sur les indemnités mensuelles (promises et pas encore versées aux expulsés) à la fois les coûts de leurs séjours prolongés en hôtels, mais aussi – comme aurait pu l'imaginer Kafka en personne – les montants mensuels du remboursement de leurs prêts hypothécaires anciennement contractés... pour la construction de leurs maisons désormais détruites ! Ces faits souvent occultés démentent encore une fois l'affirmation qu'avait souvent martelée le Premier Ministre avant le retrait : « *J'affirme et je répète qu'il existe des solutions pour tout le monde !* »...

Il semble désormais qu'après avoir tout si bien orchestré aux plans politique et médiatique pour réussir à réaliser le retrait de Gaza, le sort quotidien de ces véritables « réfugiés israéliens à domicile » n'intéresse guère les humanistes d'une gauche journalistique (toujours très « altruiste » quand il s'agit du tiers-monde ou des souffrances des Arabo-palestiniens), ni même les hauts-responsables de l'Etat. La dénomination du nouveau parti à vocation « centriste », qui porte le nom évocateur de *Kadima*, « En avant ! », implique que le plan de retrait et les expulsions du Goush-Katif constituent pour l'Etat une « affaire classée ». Mieux vaut effectivement ne pas se retourner une seule seconde « en arrière » et contempler un spectacle par trop affligeant : l'ampleur des dégâts de tous ordres occasionnés à la démocratie israélienne par ce revirement.

Contrairement aux jugements de la pensée unique et malgré toute ces souffrances aujourd'hui endurées par les expulsés de tous âges – devenus les vrais « laissés-pour-compte » et les « oubliés » du

retrait –, le véritable héroïsme civique dont ils ont fait preuve, en se retenant de tout débordement violent et en ne levant jamais la main sur les soldats et les policiers à l'heure fatidique de leur transfert forcé, a paradoxalement planté des graines d'optimisme qu'on verra peut-être reflleurir demain...

En préservant courageusement – à l'encontre de toutes les sombres prévisions de leurs détracteurs – le cadre si problématique de la démocratie israélienne pour ne pas accentuer la déchirure idéologico-politique au sein du peuple israélien, sans cesse provoquée et ravivée par les médias et l'establishment, ils ont repris à leur compte et de manière collective l'attitude de l'une des deux femmes dans l'antique « jugement du roi Salomon ». On se souvient en effet que ce fut la véritable mère du bébé contesté – que Salomon avait proposé de « couper en deux » pour mettre fin au litige... – qui s'était en fait montrée prête à renoncer à sa maternité authentique afin de sauver la vie de son enfant, alors que l'usurpatrice était prête quant à elle à le voir pourfendre.

Le paradoxe vient que cet « abandon d'amour » non-violent et hau-

tement civique, courageusement assumé par les habitants juifs de Gaza et du nord de la Samarie au cœur de l'été 2005, contribuera, à terme, à revivifier une partie des fondements et des modes de fonctionnement de la vie politique israélienne. ⁿ

notes

1. Plus tardivement, la ministre de la Justice, Tsipi Livni, devait déclarer pendant l'été du retrait au journaliste israélo-franco-phone, Emmanuel Halpérin, que le démantèlement de Gaza avait pour vocation de « calmer la communauté internationale (...) de plus en plus encline à délégitimer l'Etat d'Israël »... Un argument d'autant plus improbable que, comme l'avaient prévu la plupart des experts sécuritaires du pays, le retrait de Gaza n'a fait qu'accroître les demandes insistantes des Palestiniens, des Arabes et des Européens pour d'autres replis israéliens en Judée-Samarie et à Jérusalem. Ce qu'atteste d'ailleurs le virulent rapport présenté fin novembre 2005 à l'Union européenne par la diplomatie britannique accusant ouvertement Israël de « coloniser Jérusalem-Est »... – mais pas encore de la « judaïser », comme disent les Palestiniens » !

2. « *Le sort de Netzarim* [une localité juive isolée au nord de la Bande de Gaza] sera aussi celui de Tel-Aviv ! », avait rétorqué Sharon en repoussant les propositions de « retrait immédiat de Gaza » avancées par son rival travailliste, Amram Mitzna, pendant la campagne des élections de 2003.

3. Depuis le début des années 70, Sharon déploya pourtant d'immenses efforts pour devenir le « fédérateur historique » de la droite nationaliste et des libéraux israéliens au sein d'un Likoud... qu'il n'a pas hésité, en fin de compte, à quitter cet automne pour former son propre parti centriste *Kadima* avec l'aide de ses ministres inconditionnels et de ses supporters « personnels ».

4. Ou plutôt... « sorti » puisqu'il est de notoriété publique que le N° 1 de Tshal – qui n'avait pas été, lui non plus, mis au courant du « tournant stratégique » de Sharon – a été gentiment congédié par Shaül Mofaz, son ministre de tutelle, sur un « petit conseil » avisé émis par le chef du gouvernement, lequel se méfiait des positions hostiles à tout retrait unilatéral de Yaalon. Le chef d'état-major estimait en effet que ce retrait serait perçu comme une victoire par les terroristes palestiniens...

entretien

**« Tout Etat palestinien érigé à l'ouest du Jourdain
mettra nécessairement Israël en danger ! »**

« (...) Est-il possible que le Hamas prenne le contrôle de la Bande de Gaza ?

– M.Y. : C'est tout à fait envisageable...

– Donc Israël pourrait se retrouver d'ici deux ou trois ans confronté à un "Etat-Hamas" à Gaza ?

– M.Y. : Oui.

– Notre pays peut-il se permettre une telle chose ?

– M.Y. : Nous sommes assez forts pour proposer des solutions à toutes sortes de scénarios. Mais ce ne sera pas facile car cela nous obligera à avoir des conduites de confrontation...

– Voyez-vous donc Tsahal revenir à Gaza ?

– M.Y. : Je ne l'exclue pas du tout.

– Envisagez-vous à Gaza d'autres opérations du genre de 'Rempart' – celle qui fut organisée au printemps 2002 en Judée-Samarie ?

– M.Y. : Je n'exclue rien du tout ! Nous ne sommes pas en train de nous diriger vers des situations stables. Et quand la situation n'est pas stabilisée, tout est ouvert...

– Sommes-nous en fin de compte bien déterminés à devoir 'diviser la terre' ?

– M.Y. : Dans la décennie qui vient de s'achever, le gouvernement et la société d'Israël ont décidé de procéder à un tel partage. Or dans la présente réalité, je vois mal comment une situation stable – qui mettrait un terme au conflit – pourrait sortir de ce paradigme...

– Je ne suis pas sûr de comprendre ce que vous dites...

– M.Y. : On parle d'un Etat palestinien 'viable'. Or ce type de situations peut être initié en Europe, voire à Monaco, à Andorre, au Liechtenstein, au Luxembourg... Mais ici, la situation est différente... D'autant que le côté palestinien est fort loin d'être disposé à cela, même si Israël se repliait sur les lignes d'avant juin 1967 ! Ne parle-t-il pas de Safed, de Haïfa et de Tel-Aviv ? De plus, la Judée-Samarie ne

peut à elle seule constituer un Etat économiquement viable...

– Vous êtes donc en train de dire que la solution 'à deux Etats' dont il est question maintenant est... 'incompatible' avec la réalité ?

– M.Y. : Oui, ce paradigme ne pourra générer aucune stabilité...

– Vous maintenez que la solution 'à deux Etats' n'en n'est pas une ? Vous prétendez que ce qu'affirment le monde entier et une bonne partie de l'opinion publique israélienne est... sans fondement ?

– M.Y. : Ce n'est pas réalisable. Pas réalisable ! Ce sont des solutions que le monde occidental préconise avec son regard occidental... Et ce type de plan ne prend pas en compte l'étendue du fossé et l'ampleur du problème. Et nous aussi avons tendance à passer tout cela sous silence...

– Mais qu'arrivera-t-il si la communauté internationale finit néanmoins par imposer dans quelques années cette solution 'à deux Etats' ?

– M.Y. : Il est difficile d'imposer des choses qui n'ont pas de fondement... Quelque chose d'instable qui est "imposé" explose toujours au bout du compte...

– L'établissement d'un Etat palestinien dans la Bande de Gaza et sur 85 % de la Judée-Samarie est-elle donc une chose 'infaisable'... ?

– M.Y. : C'est une 'idée' qui ne mène à rien de stable, non... On peut très bien se diriger vers cela, mais à partir de là, la confrontation se poursuivra !

– Donc l'établissement de cet Etat palestinien mènera selon vous à la guerre...

– M.Y. : Oui, à un certain moment...

– Et ce sera dangereux pour Israël ?

– M.Y. : Evidemment !

– La mise sur pied d'un tel Etat palestinien dans les

conditions connues d'aujourd'hui pourrait-elle créer un début de menace pour l'existence même d'Israël... ?

– **M.Y.** : Si cette 'solution' nous était imposée dès demain matin, elle ne ferait que générer encore plus d'irréductibilité et elle accélérerait donc la poursuite du conflit...

– *Est-ce que cette "idée" qu'un Etat palestinien puisse être établi pendant le mandat actuel du président Bush en amenant par là une certaine stabilité vous semble "loin de toute réalité" ... ?*

– **M.Y.** : Oui : loin de toute réalité !

– *Et dangereuse ?*

– **M.Y.** : Dangereuse, évidemment !

– *Mais si cet Etat palestinien était établi dès maintenant, constituerait-il nécessairement un Etat hostile ?*

– **M.Y.** : Cet Etat essaiera de démanteler Israël. Tant que les Palestiniens n'auront pas intégré l'idée de notre droit à exister en tant qu'Etat juif et tant qu'ils insisteront sur des revendications aussi prégnantes que le 'droit au retour des réfugiés', tout accord de ce genre pour une telle perspective ressemblerait à la construction d'une maison... où l'on aurait caché une bombe. Ce qui veut dire qu'à un certain moment, cette bombe va exploser !

– *Vous prétendez donc que l'idée de créer très vite un Etat palestinien et d'appliquer ainsi sur le terrain la solution 'à deux Etats' constitue... une sorte de mirage ?!*

– **M.Y.** : Nous avons engendré un paradigme qui génère une illusion. Il nous faut au contraire penser au plan historique à long terme... Et donc envisager un processus évolutif, et pas quelque chose pour 'ici et maintenant' qui pourrait soi-disant nous mener à la fin du conflit... Car il n'existe pas maintenant de solutions de ce genre !

– *Donc les 'paroles d'adieu' du chef d'état-major sortant de Tsahal consistent à dire aux membres de cette génération – et peut-être même aussi de celle d'après – qu'ils devront nécessairement vivre avec le sabre...*

– **M.Y.** : Sans aucun doute, sans aucun doute. Mais espérons aussi que nous pourrions garder

notre sabre dans son fourreau... Ainsi, en termes de guerres conventionnelles, nous avons réussi : notre sabre est désormais bien rangé dans son fourreau. Pourquoi l'armée n'aura-t-elle plus ainsi à mener des guerres comme celles de 1967 ou de 1973 ? Du fait de notre potentiel dissuasif et du fait de l'avantage – majoritairement "made in Israël" – que nous avons creusé sur nos adversaires : le cerveau israélien, le high-tech israélien, le combattant israélien... Autant de facteurs qui expliquent que nous ayons pu rengainer notre sabre. Mais dans la sphère du terrorisme et des autres potentialités destructrices qui tentent d'éviter tout affrontement direct avec l'armée pour frapper la population civile, notre sabre reste levé et doit demeurer ainsi chaque jour...

– *Quel message et quel espoir voulez-vous transmettre aux Israéliens alors que vous finissez votre mandat de chef d'état-major ?*

– **M.Y.** : (...) Ce que j'ai à dire au public israélien ? Eh bien que nous sommes toujours une société en lutte. Nous n'avons pas atteint le stade de la paix et de la sécurité. La coupe est certes pleine, très pleine... Mais il doit être dit clairement que nous sommes une société en lutte ! Sans illusions. Sans ces fausses croyances qui pourraient nous faire croire que tel ou tel expédient va nous sortir magiquement de là... Il faut le dire clairement pour pouvoir préparer l'avenir avec constance et lucidité. Avec, aussi, une grande confiance en nous pour diffuser autour la grande puissance émergeant d'une force tranquille. Mais il ne faut en aucun cas risquer la confusion engendrée par certains espoirs qui sont en fait des illusions que certains essaient de traduire dans toutes sortes de "plans de travail" sans relation avec la réalité ! Et en cessant de nous plonger sans cesse dans l'obsession tendant à dire que c'est nous-mêmes qu'il faut blâmer ! Nous devons comprendre que ce qui est à présent à l'ordre du jour est encore le problème de notre simple droit à l'existence en tant qu'Etat juif indépendant. C'est l'essentiel. Et c'est pour cela que nous devons encore lutter ! (...) ».

Extraits de l'interview du général Moshé Yaalon – chef d'état-major sortant de Tsahal – publié le 2 juin 2005 dans Haaretz

Propos traduits par Richard Darmon